

N° 8763
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

P R O J E T D E L O I

**portant approbation du Traité d'amitié et de coopération
dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976**

* * *

Document de dépôt

Dépôt: le 9.6.2026

*

Le Premier ministre,

Vu les articles 76 et 95, alinéa 1^{er}, de la Constitution ;

Vu l'article 10 du Règlement interne du Gouvernement ;

Vu l'article 58, paragraphe 1^{er}, du Règlement de la Chambre des Députés ;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État ;

Considérant la décision du Gouvernement en conseil du 29 avril 2026 approuvant sur proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur le projet de loi ci-après ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur est autorisé à déposer au nom du Gouvernement à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation du Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976 et à demander l'avis y relatif au Conseil d'État.

Art. 2. La Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement est chargée, pour le compte du Premier ministre et du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 9 juin 2026

Le Premier ministre

Luc FRIEDEN

*Le Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur*

Xavier BETTEL

*

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976 (ci-après « TAC ») et auquel le Grand-Duché du Luxembourg a accédé par l'instrument d'adhésion, fait à Vientiane, le 10 octobre 2024.

*

I. GENÈSE DE L'ACCORD

Le TAC a été signé à Denpasar (Bali) le 24 février 1976, à l'issue du premier Sommet des chefs d'État ou de gouvernement de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), parallèlement à la Déclaration de Bali (Bali Concord I) de 1976, afin d'asseoir un cadre juridiquement contraignant de coexistence pacifique entre États de la région. Les signataires initiaux étaient les cinq membres fondateurs de l'ASEAN, à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Conçu dans l'esprit de la Charte des Nations Unies de 1963, des « Dix principes » de Bandung de 1955 et de la Déclaration de Bangkok de 1967, le TAC poursuit la promotion d'une paix perpétuelle, d'une amitié durable et d'une coopération accrue et érige des principes cardinaux tels que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-ingérence, le règlement pacifique des différends et la renonciation à la menace ou à l'emploi de la force. Par la suite, le TAC a été amendé à trois reprises (1987, 1998, 2010) pour permettre l'adhésion d'États extérieurs à l'Asie du Sud-Est et d'organisations régionales, marquant son élargissement progressif au-delà de la région.

*

II. NATURE DE L'ACCORD

Le TAC est le premier instrument juridiquement contraignant établissant un code de conduite inter-étatique fondé sur des principes universels tels que le respect de la souveraineté, la non-ingérence, le règlement pacifique des différends et la renonciation à la force. Son Chapitre I définit la portée, tandis que le chapitre IV institue des mécanismes de médiation, bons offices, enquête ou conciliation par un Haut Conseil.

Bien qu'adopté dans le cadre de l'ASEAN, le TAC vise un ordre pacifique plus large. Depuis ses amendements de 1987, 1998 et 2010, il est ouvert aux États extérieurs, ainsi qu'aux organisations régionales. Au 1^{er} mars 2026, le TAC compte 58 États parties, incluant des puissances majeures telles que les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Japon, la Russie, l'Australie et le Canada.

L'Union européenne a accédé au TAC en 2012, et plusieurs États membres de l'UE y ont adhéré individuellement, dont les Pays-Bas (2022), le Danemark (2024), la Grèce (2024), le Luxembourg (2024), l'Espagne (annoncée en 2024) et la Finlande (2025).

Le TAC encadre ainsi la coopération politique et sécuritaire non seulement entre les États d'Asie du Sud-Est, mais aussi entre ceux-ci et l'ensemble des partenaires extérieurs ayant accédé au traité, conférant au TAC une importance croissante dans la gestion pacifique des relations interétatiques en Indo-Pacifique et au-delà.

*

III. CONTENU DE L'ACCORD

Le TAC est structuré en plusieurs chapitres qui définissent les principes et obligations applicables aux États parties.

L'article 2 du Chapitre I (But et Principes) du traité énonce les principes de base dont le respect de l'indépendance, la souveraineté, l'égalité et l'intégrité territoriale des États ; la non-interférence dans les affaires intérieures ; le droit de chaque État de vivre à l'abri de la coercition externe ; le règlement pacifique des différends ; la renonciation à la menace ou l'usage de la force ; et la coopération entre les États parties.

Les chapitres II (Amitié) et III (Coopération) du traité précisent les engagements des États parties en matière de promotion de relations de bon voisinage, de développement de liens d'amitié, et de facilitation des contacts entre leurs populations. Le traité prévoit également des formes de coopération destinées à renforcer la compréhension mutuelle et la stabilité régionale.

Enfin, les chapitres IV (Règlement pacifique des différends) et V (Dispositions légales) du traité établissent un mécanisme de règlement pacifique des différends, notamment par la création d'un Haut Conseil chargé d'examiner les différends qui pourraient survenir entre les États parties et de proposer, selon les procédures prévues, des solutions par voie de médiation, de conciliation ou d'enquête. L'ensemble constitue un cadre juridique visant à prévenir les tensions et à organiser des relations interétatiques stables et prévisibles.

Le mécanisme de règlement pacifique s'applique à l'ensemble des États parties, qu'ils soient situés en Asie du Sud-Est ou qu'ils aient accédé ultérieurement en tant qu'États extérieurs à cette région.

*

IV. CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ACCORD

L'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg au TAC requiert une loi d'approbation du TAC, conformément à l'article 46 de la Constitution.

En effet, le TAC constitue un instrument multilatéral juridiquement contraignant, fondé sur des principes tels que le respect de la souveraineté, la non-ingérence et le règlement pacifique des différends.

Par son adhésion au TAC, le Grand-Duché de Luxembourg s'engage à respecter les mécanismes de coopération et de règlement pacifique y prévus.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Nous GUILLAUME, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Le Conseil d'Etat entendu ;

Vu l'adoption par la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du... et celle du Conseil d'Etat du... portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Est approuvé le Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976.

*

TREATY OF AMITY AND COOPERATION IN SOUTHEAST ASIA

PREAMBLE

The High Contracting Parties :

Conscious of the existing ties of history, geography and culture, which have bound their peoples together;

Anxious to promote regional peace and stability through abiding respect for justice and the rule of law and enhancing regional resilience in their relations;

Desiring to enhance peace, friendship and mutual cooperation on matters affecting Southeast Asia consistent with the spirit and principles of the Charter of the United Nations, the Ten Principles adopted by the Asian-African Conference in Bandung on 25 April 1955, the Declaration of the Association of Southeast Asian Nations signed in Bangkok on 8 August 1967, and the Declaration signed in Kuala Lumpur on 27 November 1971;

Convinced that the settlement of differences or disputes between their countries should be regulated by rational, effective and sufficiently flexible procedures, avoiding negative attitudes which might endanger or hinder cooperation;

Believing in the need for cooperation with all peace-loving nations, both within and outside Southeast Asia, in the furtherance of world peace, stability and harmony;

Solemnly agree to enter into a Treaty of Amity and Cooperation as follows :

Chapter I – *Purpose and principles*

Article 1

The purpose of this Treaty is to promote perpetual peace, everlasting amity and cooperation among their peoples which would contribute to their strength, solidarity and closer relationship.

Article 2

In their relations with one another, the High Contracting Parties shall be guided by the following fundamental principles :

- a. Mutual respect for the independence, sovereignty, equality, territorial integrity and national identity of all nations;
- b. The right of every State to lead its national existence free from external interference, subversion or coercion;
- c. Non-interference in the internal affairs of one another;
- d. Settlement of differences or disputes by peaceful means;
- e. Renunciation of the threat or use of force;
- f. Effective cooperation among themselves.

Chapter II – *Amity*

Article 3

In pursuance of the purpose of this Treaty the High Contracting Parties shall endeavour to develop and strengthen the traditional, cultural and historical ties of friendship, good neighbourliness and cooperation which bind them together and shall fulfil in good faith the obligations assumed under this Treaty. In order to promote closer understanding among them, the High Contracting Parties shall encourage and facilitate contact and intercourse among their peoples.

Chapter III – Cooperation

Article 4

The High Contracting Parties shall promote active cooperation in the economic, social, cultural, technical, scientific and administrative fields as well as in matters of common ideals and aspirations of international peace and stability in the region and all other matters of common interest.

Article 5

Pursuant to Article 4 the High Contracting Parties shall exert their maximum efforts multilaterally as well as bilaterally on the basis of equality, non-discrimination and mutual benefit.

Article 6

The High Contracting Parties shall collaborate for the acceleration of the economic growth in the region in order to strengthen the foundation for a prosperous and peaceful community of nations in Southeast Asia. To this end, they shall promote the greater utilization of their agriculture and industries, the expansion of their trade and the improvement of their economic infra-structure for the mutual benefit of their peoples. In this regard, they shall continue to explore all avenues for close and beneficial cooperation with other States as well as international and regional organisations outside the region.

Article 7

The High Contracting Parties, in order to achieve social justice and to raise the standards of living of the peoples of the region, shall intensify economic cooperation. For this purpose, they shall adopt appropriate regional strategies for economic development and mutual assistance.

Article 8

The High Contracting Parties shall strive to achieve the closest cooperation on the widest scale and shall seek to provide assistance to one another in the form of training and research facilities in the social, cultural, technical, scientific and administrative fields.

Article 9

The High Contracting Parties shall endeavour to foster cooperation in the furtherance of the cause of peace, harmony and stability in the region. To this end, the High Contracting Parties shall maintain regular contacts and consultations with one another on international and regional matters with a view to coordinating their views, actions and policies.

Article 10

Each High Contracting Party shall not in any manner or form participate in any activity which shall constitute a threat to the political and economic stability, sovereignty, or territorial integrity of another High Contracting Party.

Article 11

The High Contracting Parties shall endeavour to strengthen their respective national resilience in their political, economic, socio-cultural as well as security fields in conformity with their respective ideals and aspirations, free from external interference as well as internal subversive activities in order to preserve their respective national identities.

Article 12

The High Contracting Parties in their efforts to achieve regional prosperity and security, shall endeavour to cooperate in all fields for the promotion of regional resilience, based on the principles of

self-confidence, self-reliance, mutual respect, cooperation and solidarity which will constitute the foundation for a strong and viable community of nations in Southeast Asia.

Chapter IV – *Pacific settlement of disputes*

Article 13

The High Contracting Parties shall have the determination and good faith to prevent disputes from arising. In case disputes on matters directly affecting them should arise, especially disputes likely to disturb regional peace and harmony, they shall refrain from the threat or use of force and shall at all times settle such disputes among themselves through friendly negotiations.

Article 14

To settle disputes through regional processes, the High Contracting Parties shall constitute, as a continuing body, a High Council comprising a Representative at ministerial level from each of the High Contracting Parties to take cognizance of the existence of disputes or situations likely to disturb regional peace and harmony.

Article 15

In the event no solution is reached through direct negotiations, the High Council shall take cognizance of the dispute or the situation and shall recommend to the parties in dispute appropriate means of settlement such as good offices, mediation, inquiry or conciliation. The High Council may however offer its good offices, or upon agreement of the parties in dispute, constitute itself into a committee of mediation, inquiry or conciliation. When deemed necessary, the High Council shall recommend appropriate measures for the prevention of a deterioration of the dispute or the situation.

Article 16

The foregoing provisions of this Chapter shall not apply to a dispute unless all the parties to the dispute agree to their application to that dispute. However, this shall not preclude the other High Contracting Parties not party to the dispute from offering all possible assistance to settle the said dispute. Parties to the dispute should be well disposed towards such offers of assistance.

Article 17

Nothing in this Treaty shall preclude recourse to the modes of peaceful settlement contained in Article 33 (1) of the Charter of the United Nations. The High Contracting Parties which are parties to a dispute should be encouraged to take initiatives to solve it by friendly negotiations before resorting to the other procedures provided for in the Charter of the United Nations.

Chapter V – *General provisions*

Article 18

This Treaty shall be signed by the Republic of Indonesia, Malaysia, the Republic of the Philippines, the Republic of Singapore and the Kingdom of Thailand. It shall be ratified in accordance with the constitutional procedures of each signatory State.

It shall be open for accession by other States in Southeast Asia.

Article 19

This Treaty shall enter into force on the date of the deposit of the fifth instrument of ratification with the Governments of the signatory States which are designated Depositories of this Treaty and of the instruments of ratification or accession.

Article 20

This Treaty is drawn up in the official languages of the High Contracting Parties, all of which are equally authoritative. There shall be an agreed common translation of the texts in the English language. Any divergent interpretation of the common text shall be settled by negotiation.

IN FAITH THEREOF the High Contracting Parties have signed the Treaty and have hereto affixed their Seals.

DONE at Denpasar, Bali, this twenty-fourth day of February in the year one thousand nine hundred and seventy-six.

Untuk Republik Indonesia
Bagi Pihak Republik Indonesia
Para sa Republika ng Indonesya

สำหรับสาธารณรัฐอินโดนีเซีย

For the Republic of Indonesia



Soeharto,
President

Untuk Malaysia
Bagi Pihak Malaysia
Para sa Malaysia

สำหรับมาเลเซีย

For Malaysia



Datuk Hussein Onn,
Prime Minister

Untuk Republik Pilipina
Bagi Pihak Republik Filipina
Para sa Republika ng Pilipinas

สำหรับสาธารณรัฐฟิลิปปินส์

For the Republic of the Philippines

Ferdinand E. Marcos,
President

Untuk Republik Singapura
Bagi Pihak Republik Singapura
Para sa Republika ng Singapura

สำหรับสาธารณรัฐสิงคโปร์

For the Republic of Singapore



Lee Kuan Yew,
Prime Minister

Untuk Kerajaan Thailand
Bagi Pihak Thailand
Para sa Kaharian ng Thailand

สำหรับราชอาณาจักรไทย

For the Kingdom of Thailand



Kukrit Pramoj,
Prime Minister

**PROTOCOL AMENDING THE TREATY OF AMITY
AND COOPERATION IN SOUTHEAST ASIA**

The Government of Brunei Darussalam

The Government of the Republic of Indonesia

The Government of Malaysia

The Government of the Republic of the Philippines

The Government of the Republic of Singapore, and

The Government of the Kingdom of Thailand

Desiring to further enhance cooperation with all peace-loving nations, both within and outside Southeast Asia and, in particular, neighbouring States of the Southeast Asia region;

Considering Paragraph 5 of the Preamble of the Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia, done at Denpasar, Bali, on 24 February 1976 (hereinafter referred to as the Treaty of Amity), which refers to the need for cooperation with all peace-loving nations, both within and outside Southeast Asia, in the furtherance of world peace, stability and harmony;

HEREBY AGREE TO THE FOLLOWING:

Article 1

Article 18 of the Treaty of Amity shall be amended to read as follows:-

“This Treaty shall be signed by the Republic of Indonesia, Malaysia, the Republic of the Philippines, the Republic of Singapore and the Kingdom of Thailand. It shall be ratified in accordance with the constitutional procedures of each signatory State.

It shall be open for accession by other States in Southeast Asia.

States outside Southeast Asia may also accede to this Treaty by the consent of all the States in Southeast Asia which are signatories to this Treaty and Brunei Darussalam.”

Article 2

Article 14 of the Treaty of Amity shall be amended to read as follows:-

“To settle disputes through regional processes, the High Contracting Parties shall constitute, as a continuing body, a High Council comprising a Representative at ministerial level from each of the High Contracting Parties to take cognizance of the existence of disputes or situations likely to disturb regional peace and harmony.

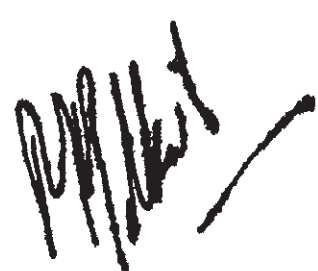
However, this article shall apply to any of the States outside Southeast Asia which have acceded to the Treaty only in cases where that State is directly involved in the dispute to be settled through the regional processes.”

Article 3

This Protocol shall be subject to ratification and shall come into force on the date the last instrument of ratification of the High Contracting Parties is deposited.

DONE at Manila, the fifteenth day of December in the year one thousand nine hundred and eighty-seven.

For Brunei Darussalam:


H.R.H. PRINCE MOHAMED BOLKIAH
Minister for Foreign Affairs

For the Republic of Indonesia:


DR. MOCHTAR KUSUMA-ATMADJA
Minister of Foreign Affairs

For Malaysia:


DATO HAJI ABU HASSAN HAJI OMAR
Minister of Foreign Affairs

For the Republic of the Philippines:


RAUL S. MANGLAPIS
Secretary of Foreign Affairs

For the Republic of Singapore:


S. DHANABALAN
Minister for Foreign Affairs

For the Kingdom of Thailand:


AIR CHIEF MARSHAL SIDDHI SAVETSILA
Minister of Foreign Affairs

**SECOND PROTOCOL AMENDING THE TREATY
OF AMITY AND COOPERATION IN SOUTHEAST ASIA**

The Government of Brunei Darussalam

The Government of the Kingdom of Cambodia

The Government of the Republic of Indonesia

The Government of the Lao People's Democratic Republic

The Government of Malaysia

The Government of the Union of Myanmar

The Government of the Republic of the Philippines

The Government of the Republic of Singapore

The Government of the Kingdom of Thailand

The Government of the Socialist Republic of Vietnam

The Government of Papua New Guinea

Hereinafter referred to as the High Contracting Parties:

Desiring to ensure that there is appropriate enhancement of cooperation with all peace-loving nations, both within and outside Southeast Asia and, in particular, neighboring States of the Southeast Asia region;

Considering Paragraph 5 of the preamble of the Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia, done at Denpasar, Bali, on 24 February 1976 (hereinafter referred to as the Treaty of Amity) which refers to the need for cooperation with all peace-loving nations, both within and outside Southeast Asia, in the furtherance of world peace, stability and harmony.

HEREBY AGREE TO THE FOLLOWING:

Article I

Article 18, Paragraph 3, of the Treaty of Amity shall be amended to read as follows:

“States outside Southeast Asia may also accede to this Treaty with the consent of all the States in Southeast Asia, Brunei the Kingdom of the Republic of the Lao People's Democratic Republic, Malaysia, the Union of the Republic of the Philippines, the Republic of Singapore, the Kingdom of Thailand and the Socialist Republic of Vietnam.”

Article 2

This Protocol shall be subject to ratification and shall come into force on the date the last instrument of ratification of the High Contracting Parties is deposited.

DONE at Manila, the twenty-fifth day of July in the year one thousand nine hundred and ninety-eight.

For Brunei Darussalam:



PRINCE MOHAMED BOLKIAH
Minister of Foreign Affairs

For the Union of Myanmar:



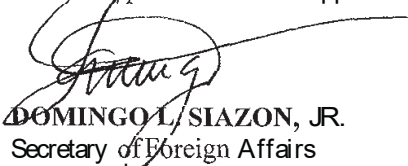
U OHNGYAW
Minister for Foreign Affairs

For the Kingdom of Cambodia:



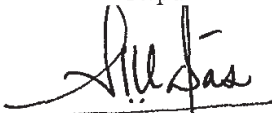
CHEM WIDHYA
Special Envoy of the
Royal Government of Cambodia

For the Republic of the Philippines:



DOMINGO L. SIAZON, JR.
Secretary of Foreign Affairs

For the Republic of Indonesia:



ALI ALATAS
Minister for Foreign Affairs

For the Republic of Singapore:



S. JAYAKUMAR
Minister for Foreign Affairs

For the Lao People's Democratic Republic:



SOMSAVAT LENGSAVAD
Deputy Prime Minister and
Minister of Foreign Affairs

For the Kingdom of Thailand:



SURIN PITSUWAN
Minister of Foreign Affairs

For Malaysia:



**DATUK SERI ABDULLAH
HAJI AHMAD BADAWI**
Minister of Foreign Affairs

For the Socialist Republic of
Vietnam:



NGUYEN MANH CAM
Deputy Prime Minister and
Minister of Foreign Affairs

For Papua New Guinea:



ROY YAKI
Minister of Foreign Affairs

**THIRD PROTOCOL AMENDING THE TREATY
OF AMITY AND COOPERATION IN SOUTHEAST ASIA**

Brunei Darussalam
 The Kingdom of Cambodia
 The Republic of Indonesia
 The Lao People's Democratic Republic
 Malaysia
 The Union of Myanmar
 The Republic of the Philippines
 The Republic of Singapore
 The Kingdom of Thailand
 The Socialist Republic of Viet Nam
 The Commonwealth of Australia
 The People's Republic of Bangladesh
 The People's Republic of China
 The Democratic People's Republic of Korea
 The French Republic
 The Republic of India
 Japan
 Mongolia
 New Zealand
 The Islamic Republic of Pakistan
 Papua New Guinea
 The Republic of Korea
 The Russian Federation
 The Democratic Socialist Republic of Sri Lanka
 The Democratic Republic of Timor-Leste
 The Republic of Turkey
 The United States of America

Hereinafter referred to as the High Contracting Parties:

Desiring to ensure that there is appropriate enhancement of cooperation with all peace-loving nations both within and outside Southeast Asia, in particular, neighbouring States of the Southeast Asian region, as well as with regional organisations whose members are only sovereign States;

Considering Paragraph 5 of the preamble of the Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia, done at Denpasar, Bali, on 24 February 1976 (hereinafter referred to as the Treaty of Amity) which refers to the need for cooperation with all peace-loving nations, both within and outside Southeast Asia, in the furtherance of world peace, stability and harmony;

HEREBY AGREE TO THE FOLLOWING:

Article 1

Article 18, Paragraph 3, of the Treaty of Amity shall be amended to read as follows:

“This Treaty shall be open for accession by States outside Southeast Asia and regional organisations whose members are only sovereign States subject to the consent of all the States in Southeast Asia, namely, Brunei Darussalam, the Kingdom of Cambodia, the Republic of Indonesia, the Lao

People's Democratic Republic, Malaysia, the Union of Myanmar, the Republic of the Philippines, the Republic of Singapore, the Kingdom of Thailand and the Socialist Republic of Viet Nam.”

Article 2

Article 14, Paragraph 2, of the Treaty of Amity shall be amended to read as follows:

“However, this article shall apply to any of the High Contracting Parties outside Southeast Asia only in cases where that High Contracting Party is directly involved in the dispute to be settled through the regional processes.”

Article 3

This Protocol shall be subject to ratification and shall come into force on the date the last instrument of ratification of the High Contracting Parties is deposited.

DONE at Ha Noi, Viet Nam, on the Twenty-Third Day of July in the Year Two Thousand and Ten, in a single copy in the English language.

For Brunei Darussalam:



MOHAMED BOLKIAH
Minister of Foreign Affairs and Trade

For the Kingdom of Cambodia:



HOR NAMHONG
Deputy Prime Minister and
Minister of Foreign Affairs and International Cooperation

For the Republic of Indonesia:



DR. R.M. MARTY M. NATALEGAWA
Minister for Foreign Affairs

For the Lao People's Democratic Republic:



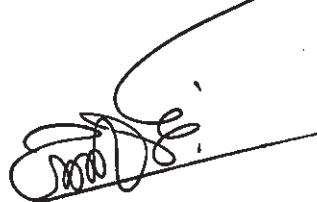
DR. THONGLOUN SISOULITH
Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs

For Malaysia:



DATO' SRI ANIFAH AMAN
Minister of Foreign Affairs of Malaysia

For the Union of Myanmar:



NYAN WIN
Minister for Foreign Affairs

For the Republic of the Philippines:



ERLINDA F. BASILIO
Undersecretary of Foreign Affairs

For the Republic of Singapore:



GEORGE YONG-BOON YEO
Minister for Foreign Affairs

For the Kingdom of Thailand:



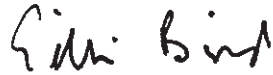
KASIT PIROMYA
Minister of Foreign Affairs

For the Socialist Republic of Viet Nam:



DR. PHAM GIA KHIEM
Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs

For the Commonwealth of Australia:



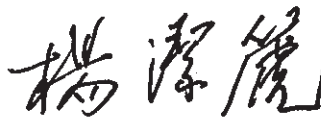
GILLIAN BIRD
Ambassador to ASEAN

For the People's Republic of Bangladesh:



DIPU MONI NAWAZ
Minister of Foreign Affairs

For the People's Republic of China:



YANG JIECHI
Minister of Foreign Affairs

For the Democratic People's Republic of Korea:



PAK UI-CHUN
Minister of Foreign Affairs

For the French Republic:



JEAN-FRANÇOIS GIRAULT
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Viet Nam

For the Republic of India:



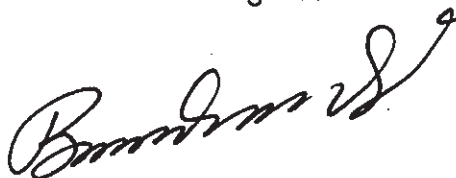
PRENEET KAUR
Minister of State for External Affairs

For Japan:



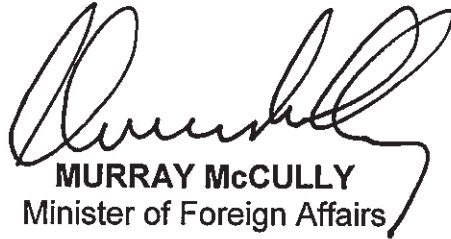
KATSUYA OKADA
Minister for Foreign Affairs

For Mongolia:



ZANDANSHATAR GOMBOJAV
Minister for Foreign Affairs and Trade

For New Zealand:



MURRAY McCULLY
Minister of Foreign Affairs

For the Islamic Republic of Pakistan:



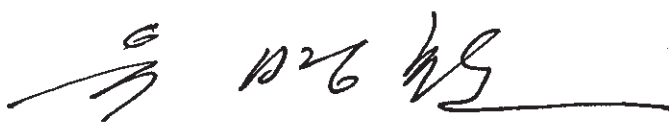
MAKHDOOM SHAH MAHMOOD QURESHI
Minister of Foreign Affairs

For Papua New Guinea:



CHRISTOPHER S. MERO
Special Envoy of the Minister for Foreign Affairs, Trade and
Immigration

For the Republic of Korea:



YU MYUNG-HWAN
Minister of Foreign Affairs and Trade

For the Russian Federation:



SERGEY LAVROV
Minister of Foreign Affairs

For the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka:



GITANJANA GUNAWARDENA
Deputy Minister of External Affairs

For the Democratic Republic of Timor-Leste:



ZACARIAS ALBANO DA COSTA
Minister for Foreign Affairs

For the Republic of Turkey:



AHMET DAVUTOĞLU
Minister of Foreign Affairs

For the United States of America:

A handwritten signature in black ink that reads "Hillary Rodham Clinton". The signature is fluid and cursive, with the first letters of each name being capitalized and prominent.

HILLARY RODHAM CLINTON
Secretary of State

*

**INSTRUMENT OF ACCESSION TO THE TREATY OF
AMITY AND COOPERATION IN SOUTHEAST ASIA BY
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG**

Whereas the Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia, which was signed on 24 February 1976 in Bali, Indonesia, was amended by the First, Second and Third Protocols Amending the Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia, which were signed on 15 December 1987, 25 July 1998 and 23 July 2010, respectively;

Whereas Article 18, Paragraph 3, of the aforesaid Treaty as amended by Article 1 of the aforesaid Third Protocol provides that States outside Southeast Asia and regional organisations whose members are only sovereign States may accede to the Treaty subject to the consent of all the States in Southeast Asia, namely Brunei Darussalam, the Kingdom of Cambodia, the Republic of Indonesia, the Lao People's Democratic Republic, Malaysia, the Republic of the Union of Myanmar, the Republic of the Philippines, the Republic of Singapore, the Kingdom of Thailand and the Socialist Republic of Viet Nam; and

Whereas all the States in Southeast Asia have consented to the accession of the Grand Duchy of Luxembourg to the Treaty;

Now, therefore, the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, having considered the aforesaid Treaty as amended by the First, Second, and Third Protocols, hereby accedes to the same and undertakes faithfully to perform and carry out all the stipulations therein contained.

IN WITNESS WHEREOF, this Instrument of Accession is signed by the Vice Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade, and Minister for Development Cooperation and Humanitarian Affairs of the Grand Duchy of Luxembourg.

DONE at Vientiane, Lao People's Democratic Republic, this Tenth Day of October in the Year Two Thousand and Twenty-Four.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Xavier Bettel', is positioned above the printed name and title of the signatory.

XAVIER BETTEL
Vice Prime Minister
Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade
Minister for Development Cooperation and Humanitarian Affairs
Grand Duchy of Luxembourg

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

L'article unique du projet de loi a pour objet d'approuver le Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976 et auquel le Grand-Duché du Luxembourg a accédé par l'instrument d'adhésion, fait à Vientiane, le 10 octobre 2024.

*

FICHE FINANCIÈRE

Le présent projet de loi, qui a pour objet d'approuver le Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976 et auquel le Grand-Duché du Luxembourg a accédé par l'instrument d'adhésion, fait à Vientiane, le 10 octobre 2024, ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat, dans la mesure où il ne prévoit pas la création d'un nouvel article budgétaire ou l'augmentation des crédits d'articles budgétaires existants.

*

CHECK DE DURABILITÉ - NOHALTEGKEETSCHECK



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

Ministre responsable :	Le Ministre des Affaires étrangères et européennes
Projet de loi ou amendement :	Projet de loi portant approbation du Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976.

Le check de durabilité est un outil d'évaluation des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Son objectif est de donner l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade préparatoire des projets de loi. Tout en faisant avancer ce thème transversal qu'est le développement durable, il permet aussi d'assurer une plus grande cohérence politique et une meilleure qualité des textes législatifs.

1. Est-ce que le projet de loi sous rubrique a un impact sur le champ d'action (1-10) du 3^{ème} Plan national pour un développement durable (PNDD) ?
2. En cas de réponse négative, expliquez-en succinctement les raisons.
3. En cas de réponse positive sous 1., quels seront les effets positifs et/ou négatifs éventuels de cet impact ?
4. Quelles catégories de personnes seront touchées par cet impact ?
5. Quelles mesures sont envisagées afin de pouvoir atténuer les effets négatifs et comment pourront être renforcés les aspects positifs de cet impact ?

Afin de faciliter cet exercice, l'instrument du contrôle de la durabilité est accompagné par des points d'orientation – **auxquels il n'est pas besoin de réagir ou répondre mais qui servent uniquement d'orientation**, ainsi que par une documentation sur les dix champs d'actions précités.

1. Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous.

Points d'orientation
Documentation ☐ Oui ☒ Non

Le TAC ne contient aucune disposition relative à la santé publique, aux conditions sanitaires ou à la promotion d'une population en bonne santé. Le texte se concentre sur les principes de coexistence pacifique, la non-ingérence, la souveraineté, la coopération entre États et les mécanismes de règlement pacifique des différends

2. Assurer les conditions d'une population en bonne santé.

Points d'orientation
Documentation ☐ Oui ☒ Non

Le texte se limite aux principes de souveraineté, de non-ingérence, de règlement pacifique des différends, de renonciation à l'usage de la force et à des engagements généraux de coopération entre États.

3. Promouvoir une consommation et une production durables.

Points d'orientation
Documentation ☐ Oui ☒ Non

Le traité se concentre uniquement sur les principes de coexistence pacifique entre États.

4. Diversifier et assurer une économie inclusive et porteuse d'avenir.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le texte se limite aux principes de coexistence pacifique entre États.

5. Planifier et coordonner l'utilisation du territoire.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le traité se limite aux principes généraux de relations pacifiques entre États sans inclure de mécanismes concernant l'aménagement du territoire ou la gestion spatiale.

6. Assurer une mobilité durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le texte n'aborde pas de thématiques liées aux infrastructures, aux transports ou à la durabilité dans le domaine de la mobilité.

7. Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le texte se limite aux principes de coexistence pacifique entre États.

8. Protéger le climat, s'adapter au changement climatique et assurer une énergie durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le texte se limite aux principes de coexistence pacifique entre États.

9. Contribuer, sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le texte se limite aux principes de coexistence pacifique entre États.

10. Garantir des finances durables.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le texte se limite aux principes de coexistence pacifique entre États.

Cette partie du formulaire est facultative - Veuillez cocher la case correspondante

En outre, et dans une optique d'enrichir davantage l'analyse apportée par le contrôle de la durabilité, il est proposé de recourir, de manière facultative, à une évaluation de l'impact des mesures sur base d'indicateurs retenus dans le PNDD. Ces indicateurs sont suivis par le STATEC.

Continuer avec l'évaluation ? ☐ Oui ☒ Non

(1) Dans le tableau, choisissez l'évaluation : **non applicable**, ou de 1 = **pas du tout probable** à 5 = **très possible**

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

1. Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant approbation du Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976.		
Ministre initiateur :	Le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur		
Auteur(s) :	Julie Brückler		
Téléphone :	247-72469	Courriel :	julie.bruckler@mae.etat.lu
Objectif du projet :	Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976 et auquel le Grand-Duché du Luxembourg a accédé par l'instrument d'adhésion, fait à Vientiane, le 10 octobre 2024.		
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune (s) impliqué(e)(s) :	N.a.		
Date :	16/03/2026		

2. Objectifs à valeur constitutionnelle

Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs à valeur constitutionnelle ? ☐ Oui ☒ Non

Dans l'affirmative, veuillez sélectionner les objectifs concernés et veuillez fournir une brève explication dans la case «Remarques» indiquant en quoi cet ou ces objectifs sont réalisés :

- ☐ Garantir le droit au travail et veiller à assurer l'exercice de ce droit
- ☐ Promouvoir le dialogue social
- ☐ Veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié
- ☐ Garantir la protection de l'environnement humain et naturel en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et satisfaction des besoins des générations présentes et futures
- ☐ S'engager à lutter contre le dérèglement climatique et œuvrer en faveur de la neutralité climatique
- ☐ Protéger le bien-être des animaux
- ☐ Garantir l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel
- ☐ Promouvoir la protection du patrimoine culturel
- ☐ Promouvoir la liberté de la recherche scientifique dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques

Remarques :

3. Mieux légiférer**1) Chambre(s) professionnelle(s) à saisir / saisi(e)s pour avis ¹ :**

- ☒ Chambre des fonctionnaires et employés publics
- ☒ Chambre des salariés
- ☒ Chambre des métiers
- ☒ Chambre de commerce
- ☒ Chambre d'agriculture

¹ Veuillez indiquer la/les Chambre(s) professionnelle(s) saisie(s) du projet sous rubrique suite à son approbation par le Conseil de gouvernement.

2) Autre(s) partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) à saisir / saisi(e)s pour avis : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Remarques / Observations :

3) En cas de transposition de directives européennes, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Si non, pourquoi ?

4) Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :
- Citoyens :
- Administrations :

☒ Oui ☐ Non☒ Oui ☐ Non☒ Oui ☐ Non**5) Le principe « Think small first » est-il respecté ?**

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Remarques / Observations :

6) Le projet contribue-t-il à la simplification administrative, notamment en supprimant ou en simplifiant des régimes d'autorisation et de déclaration existants, en réduisant les délais de réponse de l'administration, en réduisant la charge administrative pour les destinataires ou en améliorant la qualité des procédures ou de la réglementation ? ☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

7) **Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

8) **Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

² N.a. : non applicable.

4. Digitalisation et données

9) **Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'État (e-Government ou application back-office)** ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

10) **Le projet tient-il compte du principe « digital by default » (priorisation de la voie numérique) ?** ☐ Oui ☒ Non

11) **Le projet crée-t-il une démarche administrative qui nécessite des informations ou des données à caractère personnel sur les administrés** ☐ Oui ☒ Non

Si oui, ces informations ou données à caractère personnel peuvent-elles être obtenues auprès d'une ou plusieurs administrations conformément au principe « Once only » ?

12) **Le projet envisage-t-il la création ou l'adaptation d'une banque de données ?** ☐ Oui ☒ Non

5. Égalité des chances (à remplir pour les projets de règlements grand-ducaux) ³

13) **Le projet est-il :**

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

L'environnement institutionnel régional de l'Asie du Sud-Est, notamment par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dans lequel le Traité d'amitié et de coopération s'inscrit indirectement, comprend des initiatives importantes en matière d'égalité de genre. Les États de la région de l'Asie du Sud-Est ont notamment adopté un cadre stratégique de gender mainstreaming (ASEAN Gender Mainstreaming Strategic Framework 2021-2025) visant à intégrer l'égalité des femmes et des hommes dans leurs politiques, leurs pratiques et leurs programmes régionaux.

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ?	☐ Oui	☒ Non
Si oui, expliquez pourquoi :		
- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?	☐ Oui	☒ Non
Si oui, expliquez de quelle manière :		
14) Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?	☐ Oui	☐ Non ☒ N.a. ²
Si oui, expliquez de quelle manière :		

² Pour les projets de loi, il convient de se référer au point 1 « Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous. » du Nohaltegkeetscheck.

6. Projets nécessitant une notification auprès de la Commission européenne

15) Directive « services » : Le projet introduit-il une exigence en matière d'établissement ou de prestation de services transfrontalière ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a. ²
Si oui, veuillez contacter le Ministère de l'Economie en suivant les démarches suivantes :			
https://mec.gouvernement.lu/fr/domaines-activites/politique-europeenne/notifications-directive-services.html			
16) Directive « règles techniques » : Le projet introduit-il une exigence ou réglementation technique par rapport à un produit ou à un service de la société de l'information (domaine de la technologie et de l'information) ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a. ²
Si oui, veuillez contacter l'ILNAS en suivant les démarches suivantes :			
https://portail-qualite.public.lu/content/dam/qualite/publications/normalisation/2017/ilnas-notification-infoflyer-web.pdf			

